



Le 14 novembre 2024

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

PLF 2025 : opération mairies fermées pour protester contre l'austérité

Alors que le projet de loi de finances (PLF) 2025 est toujours à l'étude au Parlement, la colère des élus de proximité monte dans le Gard et partout en France contre ce PLF qui s'annonce destructeur pour nos services publics locaux. Le matraquage de nos collectivités qui semble faire office d'orientation générale est inacceptable !

Les communes ont déjà des marges de manœuvre très réduites et parviennent difficilement à répondre aux besoins de leurs concitoyens *via* le financement de projets utiles pour les territoires. Une nouvelle baisse des moyens alloués aux collectivités aurait également un impact direct sur les entreprises locales, en particulier celles du secteur du bâtiment et des travaux publics.

Il s'avère crucial de faire infléchir les orientations de ce PLF qui est destiné à réduire un déficit budgétaire dont les collectivités territoriales ne sont absolument pas responsables. Au total, le gouvernement prévoit de ponctionner 5 milliards d'euros dans les dotations aux collectivités territoriales en 2025. Parmi les mesures qui vont directement impacter les communes rurales, retenons la nouvelle baisse du fonds de compensation de la TVA de 16,4% à 14,85% au 1er janvier 2025, l'augmentation des cotisations des employeurs publics à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL), entre autres, tandis que le fonds vert serait rabaissé de 1,5 milliard d'euros, alors qu'il est urgent d'investir dans la transition écologique.

Une initiative portée par un collectif de dix communes des Hautes Cévennes a donc retenu l'attention de l'association des maires ruraux du Gard (AMR 30). En vue de protester contre ces attaques gouvernementales, ces communes ont en effet décidé de fermer leur mairie du mardi 19 au jeudi 21 novembre 2024. Le choix des dates n'est pas anodin, puisqu'il correspond jour pour jour au 106e salon des maires et des collectivités locales qui se tiendra à Paris la semaine prochaine.

Mais si les intercommunalités et les « grandes » communes sembleraient effectivement les plus touchées, nos communes rurales, qui assurent pourtant un nécessaire service de proximité avec des moyens déjà limités, en pâtiraient également en raison des mesures précédemment énoncées, tout en y ajoutant les conséquences indirectes des baisses de dotations dont seraient victimes de précieux partenaires tels que la Région, le Département, les intercommunalités et l'Agence de l'eau qui déploient leurs politiques publiques sur nos territoires.

Par ailleurs, ces coups de boutoir successifs des gouvernements récents accentuent le sentiment de découragement des maires qui sont de plus en plus nombreux à jeter l'éponge (40 démissions par mois en moyenne), phénomène qui constitue un réel danger pour la démocratie locale et la cohésion de la République à moins de 18 mois des élections municipales.

C'est pourquoi, bien que cette liste de doléances ne soit évidemment pas exhaustive, l'AMR 30 soutient pleinement l'initiative du collectif des Hautes Cévennes et appelle toutes ses communes adhérentes à fermer leur mairie du 19 au 21 novembre 2024, trois journées durant lesquelles l'accueil du public ne sera donc pas assuré (sauf en cas d'extrêmes urgences).

Le bureau de l'AMR 30

